

Questions au Feuilleton

and Sea», une série de documentaires sur l'agriculture et la pêche. Télévision française: Toutes les émissions rurales passent sur le réseau. Radio anglaise: Voir la réponse à la partie 1. Radio française: Toutes les émissions rurales passent sur le réseau.

3. Non.

4. Télévision anglaise: La même émission nationale «Country Canada», télévisée dans les provinces maritimes, passe dans l'Ouest du Canada, tout comme c'est le cas pour «This Land». Les sujets à traiter dans la série visent à refléter les préoccupations et les intérêts des diverses régions. Télévision française: Oui. Radio anglaise: Le mode de présentation et l'heure de diffusion pour chaque émission agricole régionale sont les mêmes à travers le pays, bien que le contenu varie selon les intérêts particuliers à chaque région. Radio française: Oui.

5. Le gouvernement appuie la Société Radio-Canada dans son interprétation de ses fonctions concernant l'attribution de temps d'antenne, à la radio et à la télévision, à des émissions consacrées aux événements et aux problèmes agricoles.

LES ACHATS D'ANTIQUITÉS POUR LA RÉSIDENCE DU PREMIER MINISTRE

Question n° 2305—M. Cossitt:

Pourquoi la plupart des antiquités achetées aux frais de l'État pour la résidence officielle du premier ministre du 24, promenade Sussex, provenaient-elles de pays étrangers et pourquoi n'a-t-on pas acheté plutôt des pièces canadiennes qui auraient fait partie du patrimoine national?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Le gouvernement ne ménage aucun effort dans sa campagne visant à assurer la préservation des objets typiquement canadiens qui font partie de notre riche patrimoine culturel national, comme en font foi les collections des musées nationaux, la création d'Héritage Canada, les restaurations de sites historiques et la présentation, pendant la session en cours, du bill C-33, (loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels). On trouve beaucoup d'objets typiquement canadiens de grande valeur à la résidence officielle du premier ministre (24 promenade Sussex).

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE AUX ANTILLES ET À LA CONFÉRENCE EN JAMAÏQUE

Question n° 2365—M. Cossitt:

Quels sont les nom et fonction des employés du cabinet du premier ministre ou des fonctionnaires de tout autre ministère qui accompagneront M. Trudeau lors de son voyage aux Antilles, notamment à la conférence qui se tiendra en Jamaïque, ou qui l'aideront d'une façon ou d'une autre, lors de son voyage aux Antilles, et pour quelles raisons précises les services de chacune de ces personnes sont-ils requis?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Cabinet du premier ministre: M. Ivan Head, conseiller spécial du premier ministre; M. Pierre O'Neil, secrétaire de presse; M. Robert Murdoch, adjoint exécutif; M. Ian Macdonald, adjoint de presse; M. Ralph Coleman, adjoint de presse; M^{me} Cécile Viau, secrétaire particulière; M^{me} L. Brazeau, adjointe administrative (presse); M^{me} S. Connick, secrétaire, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); M^{me} C. Steers, secrétaire. G.R.C.: inspecteur Barry Moss, inspecteur Gaston Guay, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); ministère des Affaires extérieures: M. Arthur Andrew, sous-secrétaire d'État adjoint, (voyages au pays

[M. Faulkner.]

seulement); M. Michel Dupuy, sous-secrétaire d'État adjoint, (conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); M. A. S. McGill, ancien haut-commissaire du Canada en Tanzanie, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); M. V. C. Moore, directeur, institutions du Commonwealth, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); M. L. Weidman, directeur, direction des Caraïbes; M. E. J. Bergbusch, directeur adjoint, direction de la coopération, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); M. V. Johnstone, services des visites internationales et des conférences; M^{me} E. Garlick, secrétaire; M^{me} C. Metrakos, secrétaire, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); M. J. Courchene, commis, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); M. W. Horner, agent de sécurité; M. P. Dore, agent de sécurité, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement). Ministère des Finances: M. R. K. Joyce, sous-ministre adjoint, direction des tarifs, du commerce et de l'aide; M. R. B. Davis, division des finances internationales, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement). Ministère de l'Industrie et du Commerce: M. F. Petrie, directeur général du Bureau de l'hémisphère occidental; M. A. L. Halliday, directeur général suppléant des relations générales, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement). Agence canadienne de développement international: M. Lewis Perinbam, vice-président, direction générale des programmes spéciaux, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); M. V. G. Lotto, directeur, institutions d'élaboration de politiques, direction générale des programmes multilatéraux, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement); M. K. Johansen, directeur, direction des Antilles, (Voyages au pays seulement). Bureau du Conseil privé: M. H. B. Stewart, directeur de l'administration, (Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth seulement). Le titre de chaque fonctionnaire indique en quelle qualité il a accompagné le premier ministre. En plus des employés ci-haut mentionnés, le député M. James Fleming accompagnait le premier ministre.

LES AFFECTATIONS À DES ACTIVITÉS DE SÉCURITÉ

Question n° 2547—M. Beatty:

Depuis que le premier ministre est entré en fonctions, quelle est l'augmentation ou la diminution procentuelle annuelle des sommes totales affectées à des activités de sécurité qui sont camouflées dans les budgets des dépenses, comme l'a indiqué le ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie, le 25 mars 1975, devant le comité permanent des prévisions budgétaires en général?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Il n'est pas considéré d'intérêt public de fournir des renseignements détaillés sur les mesures de sécurité.

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT CHARGÉ DES AFFAIRES URBAINES—LES COURS DE LANGUES

Question n° 2583—M. Herbert:

1. Quel est le coût total des cours de langue, porté au budget des dépenses de 1975-1976 du département d'État chargé des Affaires urbaines?

2. Comment ces frais se répartissent-ils entre a) les traitements du personnel qui suit les cours, b) les traitements du personnel enseignant, c) les services additionnels ou supplémentaires achetés de la Commission de la Fonction publique, d) les autres frais?